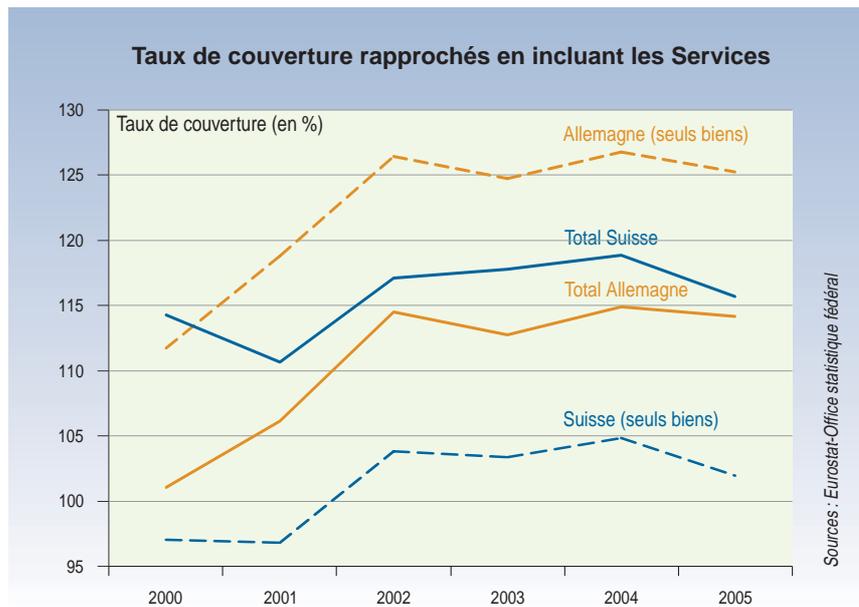


Résultats satisfaisants pour la Suisse et le Bade-Wurtemberg

L'Allemagne poursuit en 2005 une croissance timide de 1,1 %. Ce tiède résultat est, comme en 2004, la résultante de deux tendances antinomiques. La puissance exportatrice et la forte compétitivité de l'économie allemande font gagner aux entreprises de ce pays des parts de marché dans le commerce mondial. Mais la consommation finale des ménages est la plus faible de l'Union. Pour sa part, la Suisse affiche une croissance assez favorable, entraînant une embellie de l'emploi.

Côté ressources, la croissance du PIB allemand a principalement été soutenue par la production manufacturière avec 2,6 %, l'ensemble des services dégageant 1,5 %, soit à peine plus que la moyenne. Comparés à l'année précédente, le secteur primaire est en baisse de 3,6 %, de même que celui de la construction (-4,1 %), ce dernier contribuant le plus à freiner la croissance. Il s'agit de la sixième

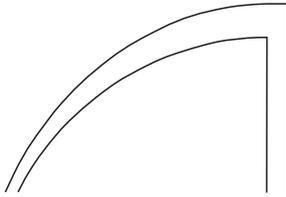


année consécutive de déclin dans ce secteur.

Côté emplois, la dynamique est essentiellement due au commerce extérieur. La machine exportatrice croît de 7,5 % (10,1 % en 2004), tandis que les imports accélèrent toujours avec une hausse de 8,7 % en 2005. Le solde, qui s'élève à plus de 160 milliards d'euros, contribue aux deux tiers à la croissance économique globale. En revanche, les dépenses publiques de consommation diminuent toujours, permettant au déficit national de se résorber, bien qu'encore au-dessus des 3 % du PIB. Il en va de même de l'investissement, tiraillé entre une hausse prometteuse de 4 % de la

partie "biens d'équipement" et un recul de 3,6 % de la partie "construction". La consommation privée des ménages, pour sa part, stagne, alors que s'observe chez tous les autres pays de l'Union une hausse, même légère.

La réforme de l'impôt sur le revenu a entraîné en 2005 sa baisse de 2,7 % et une évolution en ciseau des salaires et traitements bruts (-0,3 %) et nets (0,1 %). Le revenu disponible des ménages privés croît toujours légèrement : les ménages continuent de freiner leur consommation privée et font croître une épargne dont le taux (10,6 %) se rapproche un peu plus du niveau de 1995 (11 %).



Le chômage a atteint un record en février 2005, avec un taux de 12,4 %, peu après la mise en application (Hartz IV) de la fusion de l'allocation versée aux chômeurs et du revenu minimum en une aide unique. Depuis, une lente décroissance est observée et le taux harmonisé au niveau européen s'est établi pour l'Allemagne à 9,5 % pour l'année 2005. À égalité avec le taux de la France, il est le plus élevé de l'Union après la Pologne, la Slovaquie et la Grèce. Près d'un actif sur cinq se trouve toujours sans emploi dans les nouveaux länder, proportion qui se retrouve dans une zone couvrant aussi la Pologne voisine et la Slovaquie orientale et continue à couper l'Allemagne en deux.

La chimie, en Rhénanie-Palatinat, patine...

Contrairement aux trois dernières années, l'évolution économique en Rhénanie-Palatinat ne dépasse plus l'évolution allemande. L'industrie chimique, poids lourd dans ce land, n'a pu en effet croître autant que dans tout le pays (5,5 % contre 7,5 %), et le recul dans le bâtiment a été encore plus net.

Cependant, pour la deuxième année consécutive, les communes de Rhénanie-Palatinat perçoivent plus de recettes d'impôt. La taxe professionnelle, qui avait chuté entre 2001 et 2003, a crû de presque 10 %, en 2005. De même, avec 7,4 millions d'hôtes, la branche touristique établit un nouveau record en 2005, même si le nombre de nuitées varie peu.

...tandis que l'automobile du Bade-Wurtemberg regagne des parts de marché

Après une année 2004 moins dynamique que dans l'ensemble du pays, le Bade-Wurtemberg a vu en 2005 son PIB augmenter de 1,5 %, soit plus que tous les autres länder, Sarre et Schleswig-Holstein exclus. Il atteint la moyenne de l'"ancienne" Union européenne à 15 membres. Ce retour de la dynamique provient d'abord d'un secteur automobile industriel comme commercial surtout tourné vers l'export. Mais il faut également citer les secteurs des transports et communications comme ceux des activités financières et assurances, qui, eux, ont plus profité à l'économie intérieure. Enfin, les administrations publiques et l'industrie du bâtiment ont observé une évolution positive, contrastant avec la crise régnant dans ces secteurs au niveau fédéral.

Ramené à la population, le PIB bade-wurtembergeois permet au Sud-Ouest allemand de n'être dépassé en richesse globale que par Hambourg, Brême, la Hesse et la Bavière. Cette comparaison n'a d'ailleurs vraiment de sens qu'avec ces deux derniers länder, dans la mesure où le nombre de navetteurs travaillant dans les deux cités hanséatiques et n'y résidant pas est très important.

Par ailleurs, l'évolution des emplois au Bade-Wurtemberg en 2005 a été infime, avec +0,1 %.

L'économie suisse rebondit depuis le printemps 2005

La Suisse a aussi renoué avec la croissance depuis deux ans, en affichant chaque année un taux de croissance voisin de 2 %, coupé dans le temps par une stagnation fin 2004-début 2005. Les banques, l'horlogerie, la pharmacie et la chimie poursuivent leur reprise, alors que le commerce de détail a stagné et que l'automobile a subi une légère contraction des ventes. La consommation privée, en hausse de 1,6 %, ne s'est certes pas remise à tirer la croissance. Mais le poids des incertitudes économiques s'allège depuis le résultat positif de récentes négociations salariales et le regain constant de confiance des entreprises. Les investissements continuent à afficher des hausses voisines ou supérieures à 3 %, que ce soit pour l'équipement ou la construction. Enfin, les échanges extérieurs restent un moteur de croissance, même s'ils se sont émoussés par rapport aux résultats records de 2004 (+8,9 % à l'export, +7,4 % à l'import). La population active occupée a crû de 0,3 % en 2005, et cette croissance concerne les femmes et les étrangers. Le nombre d'emplois affiche la même évolution, laquelle profite au secteur secondaire (+1,1 %), alors que le tertiaire stagne. Cette embellie de l'emploi est d'autant plus remarquable que les emplois à plein temps ont arrêté de reculer pour la première fois au dernier trimestre 2005, après 15 trimestres consécutifs de régression.

■
Sébastien CARLOTTI